Avis n° 2018.0056/AC/SEAP du 12 décembre 2018 du collège de la Haute Autorité de santé relatif à l'inscription sur la liste des actes et prestations, mentionnée à l'article L. 162-1-7 du code de la sécurité sociale, des actes réalisés par le pédicure-podologue pour la prévention des lésions des pieds à risque de grade 1, chez le patient diabétique

Le collège de la Haute Autorité de santé ayant valablement délibéré en sa séance du 12 décembre 2018,

Vu le code de la sécurité sociale, et notamment ses articles L. 161-37 et L. 162-1-7 ;

Vu la demande d'évaluation déposée le 7 septembre 2017 par la fédération française des diabétiques ;

ADOPTE L'AVIS SUIVANT :

La Haute Autorité de santé est favorable à l'inscription des actes réalisés par le pédicure-podologue pour la prévention des lésions des pieds à risque de grade 1, chez le patient diabétique, sur la liste des actes et prestations, mentionnée à l'article L. 162-1-7 du code de la sécurité sociale.

La HAS rappelle que le diabète est une maladie grave et fréquente dont la stratégie de prise en charge préventive est une priorité de santé publique. Les soins de prévention pour les lésions de grade 2 et de grade 3 sont aujourd'hui pris en charge par l'Assurance maladie sous réserve du respect des dispositions conventionnelles. La population cible concernée par le présent avis est représentée par les **patients diabétiques à risque podologique de grade 1** (594 000 patients par an).

En tenant compte des données de la littérature, de la position des professionnels de santé et des associations de patients présentées dans l'argumentaire joint en annexe, la HAS considère que :

- les séances de prévention de pédicurie-podologie chez le patient diabétique à risque podologique de grade 1 ont un effet bénéfique en termes de réduction de la morbidité (amputation, ulcération, callosités non calcanéennes, pression plantaire) et d'amélioration de la qualité de vie, comparées à l'absence de soins podologiques. Elles permettent de préserver l'autonomie des patients et de réduire le nombre d'hospitalisations pour amputation avec de plus une prise en charge plus précoce des plaies ;
- d'un point de vue organisationnel, les séances de prévention réalisées par le pédicure-podologue présentent un bénéfice en matière d'amélioration de la communication et coopération entre les professionnels de santé notamment pour permettre un meilleur adressage des patients ;
- un minimum d'une séance de prévention par le pédicure-podologue tous les six mois dont une séance de bilan annuel est préconisé, ce nombre pouvant être adapté pour les patients en situation de handicap et pour la personne âgée ;
- la durée nécessaire pour réaliser une séance de prévention podologique est estimée à minimum 30 à 45 min et doit être adaptée en fonction de l'état du patient et des soins à réaliser.

Au regard de ces éléments, la HAS considère que le service attendu [SA] de ces actes est suffisant et que l'amélioration du service attendu [ASA] est de niveau II.

Le présent avis sera publié au Bulletin officiel de la Haute Autorité de santé.

Fait le 12 décembre 2018.

Pour le collège :
La présidente,
P^r Dominique LE GULUDEC
Signé